

**Pétition adressée à :**

Monsieur Bheki Cele, Ministre de la Police d'Afrique du Sud

A envoyer à : Amnesty International France76, boulevard de la Villette
75940 Paris cedex 19

Justice pour Thapelo Mohapi et le mouvement AbM : leurs vies sont en danger pour défendre le droit au logement et les droits fonciers

Monsieur le Ministre,

Depuis 2021, Thapelo Mohapi est forcé de vivre dans la clandestinité car sa vie est menacée. En cause, son militantisme comme secrétaire général d'Abahlali baseMjondolo (AbM), qui se bat pour les droits humains dans l'ensemble de l'Afrique du Sud, notamment pour les droits fonciers et l'accès au logement des personnes vivant dans des quartiers informels dans les régions confrontées à des difficultés économiques.

Le mouvement est confronté à des menaces et du harcèlement de la part des autorités, qui ont également incité à la violence à leur encontre. Ils et elles ont été victimes de dégradations de leurs domiciles, de tentatives de meurtre, et même de meurtres. Selon AbM, 25 de leurs membres ont été tués depuis la création du mouvement en 2005.

Monsieur le Ministre, nous vous demandons l'ouverture d'une enquête efficace, impartiale et transparente sur le harcèlement et les homicides des membres de l'AbM, visant à amener les responsables présumés devant la justice dans le cadre de procès équitable et à mettre un terme à toutes ces attaques.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

	NOM, PRÉNOM	CODE POSTAL	SIGNATURE
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			

Amnesty International France (AIF) traite les informations recueillies sur cette pétition de façon sécurisée afin d'interpeller le Ministre de la Police d'Afrique du Sud, Monsieur Bheki Cele. Le responsable de traitement des données est AIF, représentée par son Président, Jean-Claude Samouiller. Conformément aux réglementations en vigueur vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression, de restriction et d'opposition au traitement des données vous concernant.

En signant cette pétition vous acceptez que vos données soient transmises au Ministre de la Police.

Pour plus d'information sur le traitement de vos données, les mentions légales sont mises à votre disposition par nos équipes militantes.